

**Brexit, impacts pour les ports, le transmanche, coûts supplémentaires**

**Intervention d'Alban BRUNEAU**

Nous abordons ce matin, pour la seconde fois en quelques mois dans nos débats, les conséquences du Brexit sur notre Département.

Signe d'une légitime inquiétude ici, face à un événement inédit.

Loin de nous l'idée de sous-estimer ces enjeux et d'ailleurs j'y reviendrai.

Mais de prime abord, ce qui nous intéresse d'abord, ce sont les coûts à payer par la démocratie.

Et les conséquences sur la construction, ou plutôt sur la déconstruction européenne, à quelques semaines des élections dans toute l'Union.

**En juin 2016, 52 % des Britanniques ont choisi par référendum de quitter l'Union Européenne. L'échéance de cette sortie a été fixée au 29 mars de cette année.**

2 ans et 9 mois pour traduire dans les faits la décision d'un peuple, d'une nation, exprimée démocratiquement. Où était alors l'urgence ?

Mais plutôt que de travailler, en Europe comme en Grande-Bretagne, à satisfaire la décision souveraine d'un peuple, les dirigeants Européens, comme ceux de la Grande-Bretagne qui pourtant sont élus pour cela, enfin sauf cette fumeuse commission européenne composée de personnalités cooptées pour leur allégeance à la doctrine libérale, ont choisi délibérément de jouer le pourrissement.

Histoire de faire un exemple, de démontrer que cette Union on ne peut pas la quitter. Et que si, à l'arrivée, les rebelles s'entêtaient, ils devraient supporter les foudres de l'enfer, le Brexit dur. Le Brexit Punitif.

Et pendant que le Commissaire en charge du Brexit passait son temps à négocier pied à pied avec le gouvernement Britannique un accord, qu'au fur et à mesure, plus personne ne comprenait, les autres gouvernements, à commencer par ceux de notre pays, attendaient tranquillement. S'en remettant à Bruxelles pour connaître le résultat des courses.

Comment expliquer sinon, qu'entre le mois de juin 2016 et le mois de septembre 2018, le seul sujet lié au Brexit dont notre gouvernement se soit emparé, fut celui des traders de la City.

Très vite, une cellule a été créée sous l'autorité du ministre de l'économie pour attirer les financiers londoniens à Paris.

A part cela, et cela justement en dit long, rien.

Bruxelles a avancé, sans nous. Les ports français se sont retrouvés exclus du projet de modification du corridor maritime de la Manche, concocté dans la perspective du Brexit, par la commissaire européenne aux transports.

Et Paris a continué à appliquer, comme si de rien était, sa doctrine de réduction de la dépense publique aux douanes notamment, comme aux autres agents des finances.

Puis à l'automne dernier, en urgence, une commission spéciale fut organisée pour gérer les conséquences en France de ce Brexit, comme si celui-ci venait tout juste d'être révélé !

Notre Parlement s'est vu dessaisi de l'affaire par recours aux ordonnances.

Inspections, décisions d'urgence, on réembauche finalement quelques douaniers. On tente de prévenir les conséquences sur les contrôles sanitaires des marchandises, sur les flux de camions.

Bref depuis septembre, c'est la cacophonie et l'affolement à l'approche de l'échéance.

Et je passe sur le spectacle digne d'une tragi-comédie offert par le gouvernement et le parlement Britannique. Dont la majorité ne veut visiblement pas écouter et respecter la décision de son peuple, tout en refusant de l'assumer.

**Ne sait-on jamais, à force de transformer le Brexit en impasse, le peuple finira bien par se déjuger... Et puis de toute façon, il a été manipulé comme le répète la petite chanson qui tourne en boucle dans la bouche de certains de nos dirigeants depuis quelques mois.**

Vous avez d'ailleurs noté comment réagissent les marchés ? Très bien merci, pas de souci. Aucun signe d'inquiétude ou de fébrilité. Une pleine confiance dans les dirigeants politiques qu'ils ont sponsorisés.

Alors en effet, il y a de quoi être dégoûté. Nous en savons quelque chose puisqu'en 2005 près de 55 % des Français ont été dépossédés de leur vote après le référendum sur la constitution Européenne transformée à leur insu en traité.

**Faut-il après tout cela s'étonner que cette Union Européenne perde tout son crédit ?**

**Ou que les peuples se tournent de plus en plus vers les populistes, qu'ils se radicalisent ?**

Voilà notre source première d'inquiétude. Le libéralisme nourrit le populisme et c'est la démocratie qui en paye les conséquences.

Quant aux autres coûts, économiques s'entend, et en particulier pour nos ports, nos industries, il convient de reprendre la main sur les logiques de libre marché et ça, nos dirigeants n'y sont plus habitués !

Car cela passe par l'application de la législation par des agents publics en nombre suffisant pour assurer leurs missions.

La grève du zèle, à vocation de démonstration grandeur nature, organisée par les douaniers ces jours derniers, vient nous rappeler que nous en sommes encore loin.

**La puissance publique doit faire son retour sur nos côtes, nos ports, dans nos administrations, en prévision d'une nouvelle frontière qui ne viendra peut-être jamais...**

C'est sur ce « peut-être jamais » que comptent beaucoup de nos dirigeants, beaucoup d'entre vous sans doute aussi.

**Alors, de cet Exit Brexit espéré ne sortirait aucun coût, mais apprêtons-nous cependant à en subir les contrecoups pour longtemps...**

Pour notre part, nous plaidons pour un changement de cap dans une Union Européenne qui entendrait enfin les messages successifs délivrés par ses peuples qu'elle est censée écouter, respecter et protéger.

La fin d'une Europe libérale entièrement dédiée à la finance et aux logiques de marché.

Et l'avènement d'une Europe des peuples, d'une Europe sociale humaniste et protectrice. Régulatrice sur le plan économique, juste sur le plan fiscale, étiq ue sur le plan politique et, bien entendu, environnementale.

C'est en tout cas le sens du bulletin de vote que nous glisserons dans l'urne le 26 mai prochain.